

EFS Nouvelle Aquitaine

MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA REHABILITATION DU LABO IH-DEL DU SITE DE BORDEAUX PELLEGRIN

605

DCE

Cahier des Clauses Techniques Particulières

LOT 06

Revêtements de sol

**MAITRE
D'OUVRAGE**

MAITRISE D'ŒUVRE

**Architecte
(Mandataire)**

**BET Fluides
(Co-traitant)**

**BET VRD
(Co-traitant)**

**OPC
(Co-traitant)**



Enora Park-Bâtiment 4
198 avenue du Haut Lévêque
CS 20020
33615 PESSAC CEDEX



CABINET ROZEN

38 rue Schweighaeuser
F-67000 STRASBOURG
GSM : +33 686 076 342



FAURE QEI

20 rue Massenet
F-38400 St MARTIN D'HERES
Tél. : +33 4 76 92 81 00



CABINET YANN GUÉNOLÉ
GÉOMÈTRES - EXPERTS

245 avenue Louis Barthou
F-33200 BORDEAUX
Tél. : +33 5 56 08 59 22



161 chemin de Couhins
F-33140 VILLENAVE-D'ORNON
GSM : +33 6 72 93 70 54

REVISION DU DOCUMENT

Indice	Date	Pages	Objet	Etabli	Contrôlé	Approuvé
				Nom - Visa	Nom - Visa	Nom - Visa
A	07/06/2024	Toutes	Emission initiale	M.MANDICA	S. ROZEN	S. ROZEN
B	19/06/2024	Toutes	Mise à jour	M.MANDICA	S. ROZEN	S. ROZEN
C	21/10/2024	Toutes	Mise à jour	M.MANDICA	S. ROZEN	S. ROZEN

APPROBATION CLIENT

Nom	Date	Visa

Ce rapport ne pourra être reproduit et diffusé que sous sa forme intégrale.

SOMMAIRE

1. Présentation du projet.....	4
1.1 Contexte.....	4
1.2 Objet du présent document	4
1.2.1 Préambule	5
1.2.2 Normes, règlements et DTU	5
1.2.3 Connaissance des lieux	6
1.2.4 Prix & prestations	6
1.2.5 Caractère forfaitaire du marché.....	7
1.2.6 Etudes d'exécution.....	7
1.2.7 Exécutions.....	7
1.2.8 Contrôle technique	8
1.2.9 Sécurité & protection de la Santé.....	8
1.2.10 L'enlèvement des déchets de chantier et des gravois	8
1.2.10.1 Rédaction du plan de gestion des déchets :	8
1.2.10.2 Mise en décharge des déchets et conditions d'élimination	9
1.2.10.3 Classification des déchets particuliers.....	9
1.2.10.3.1 Déchets amiantés et plombés	9
1.2.10.3.2 Gestion et destination finale des déchets (traçabilité).....	9
1.2.10.3.3 Classification des déchets	9
1.2.10.4 Zone de regroupement des matériaux sur le site.....	10
1.2.11 Dommages divers.....	10
1.2.12 Démarches administratives	10
1.2.13 Dossier des ouvrages Exécutés	10
1.2.14 Prescriptions techniques particulières	11
1.2.14.1 Réception des supports	11
1.2.14.2 Provenance et qualité des matériaux	11
1.2.15 Conditions d'exécution des travaux de mise en place des bâtiments	11
1.2.15.1 Salissures des voies extérieures.....	11
1.2.15.2 Exploitation du site	11
1.2.15.3 Tracé d'implantation	11
1.2.15.4 Protection des ouvrages.....	11
1.2.15.5 Nettoyage des ouvrages	11
1.2.15.6 Remise en état des lieux	11
2. Autorisation administrative	12
3. Liste des documents	12
4. Limite de prestations.....	12
4.1 Travaux non compris au présent lot.....	12
4.2 Travaux compris au présent lot	12
5. Etendue des travaux.....	12
5.1 Revêtement de sol.....	12
5.1.1 Sols des locaux administratifs avec cloisons modulaires	12
5.1.1.1 Ragréage P3	12
5.1.1.2 Revêtement PVC acoustique	12
5.1.1.3 Plinthes	13

5.1.2	Sols des locaux administratifs entre cloisons	13
5.1.2.1	Ragréage P3	13
5.1.2.2	Revêtement PVC acoustique	13
5.1.2.3	Plinthes	13
5.1.3	Sols des locaux techniques entre cloisons.....	13
5.1.3.1	Ragréage P4	13
5.1.3.2	Revêtement PVC homogène	13
5.1.3.3	Remontée en plinthes	14
5.1.4	Profils de finition.....	14
5.1.5	Raccord à l'existant.....	14
5.1.6	Découpes particulières	14
5.2	Protection des sols	14

1. PRESENTATION DU PROJET

1.1 CONTEXTE

L'Etablissement Français du Sang (EFS) Nouvelle Aquitaine projette le réaménagement des locaux existants sur le site Bordeaux Pellegrin. L'objectif est la réhabilitation du labo IH, du labo de Délivrance de produits PSL, de l'accueil visiteur, des locaux tertiaires et de l'accès du laboratoire (livraison et expédition) situés au niveau RDC du site Bordeaux Pellegrin de l'EFS Nouvelle Aquitaine.

Le projet a pour objet :

- La création d'un accès donneurs accessible depuis le domaine public
- Le réaménagement de l'Est du site en accord avec le projet du Bus Express
- L'amélioration de l'accès Est (accès coursiers)
- L'amélioration de la qualité thermique de la façade,
- Le désamiantage,
- Le réaménagement des locaux du rez-de-chaussée suite à la mise à disposition de diverses zones supplémentaires, à la modernisation et la mise aux normes des espaces de travail,
- Et l'agencement de bureaux.

Lieu de l'exécution : EFS Bordeaux Pellegrin - Place Amélie-Raba-Léon F-33000 BORDEAUX



Vue aérienne du site de Bordeaux Pellegrin de l'EFS – échelle 1/2000

1.2 OBJET DU PRESENT DOCUMENT

Le présent document a pour but de définir les données d'entrées, la nature et les conditions techniques d'exécution des prestations du présent lot. Le présent document établit une liste de travaux neufs et modificatifs, ainsi que les vérifications à mettre en œuvre pour permettre la réalisation des nouvelles infrastructures, l'adaptation des existants à prévoir pour l'implantation des nouveaux matériels.

L'accès au chantier se fait par la passerelle à l'Est du bâtiment. La base de vie sera située sur le parking Donneurs au Sud du Bâtiment.

Les interventions seront définies, selon les phases et les zones de chantier. Des protections seront mises en place pour permettre à l'établissement de maintenir son activité. Le tout sera déposé et remis à l'identique et en état de propreté en fin de chantier.

1.2.1 Préambule

L'entreprise retenue possèdera les qualifications O.P.Q.C.B. demandées et aura été agréée par le Maître d'Œuvre. Les entreprises devront produire les photocopies de leur carte de qualification professionnelle et de leurs polices d'assurance obligatoire.

Dans le présent C.C.T.P., le Maître d'Œuvre s'est efforcé de renseigner les entrepreneurs sur la nature des travaux à exécuter, ainsi que leur nombre, dimensions et emplacement, mais il convient de signaler que cette description n'a pas de caractère limitatif et que chaque soumissionnaire devra exécuter, comme étant compris dans son prix sans exception ni réserve, tous les travaux de son lot concernant la construction projetée, qui seraient nécessaires au complet et parfait achèvement des travaux dont il est chargé. En conséquence, les entrepreneurs ne pourront jamais arguer que des erreurs ou omissions aux plans puissent les dispenser d'exécuter tous les travaux de leurs corps d'état ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

L'entrepreneur pourra, à tout moment, proposer des modifications aux travaux définis par son marché lorsqu'il estimera que ces modifications seraient susceptibles d'améliorer l'économie générale du projet ou la marche du chantier. A ce sujet, il fournira tous les renseignements et dessins justificatifs et précisera également les répercussions possibles sur les autres corps d'état, afin que le Maître d'Œuvre puisse statuer. En aucun cas, même approuvées par le Maître d'Œuvre, ces modifications proposées ne pourront servir de base ou de motif de modification du forfait du marché. Chacun d'eux devra signaler au Maître d'Œuvre, pour la part qui le concerne, les dispositions qui ne lui paraissent pas en rapport avec la solidité ou la conservation des ouvrages, l'usage auquel ils sont destinés ou l'observation des règles de l'Art. De toute manière, pour un entrepreneur, le fait d'exécuter sans rien changer les prescriptions des documents techniques remis par le Maître d'Œuvre ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité d'entrepreneur.

L'entrepreneur ne saurait se prévaloir, postérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante des sites, lieux et terrains d'implantation des ouvrages, non plus que de tous les éléments locaux, tels que : moyens d'accès, restriction des zones de stockage et des circulations, conditions climatiques en relation avec l'exécution des travaux.

1.2.2 Normes, règlements et DTU

Tous les travaux seront exécutés suivant les prescriptions des normes en vigueur publiées par l'AFNOR. L'entrepreneur est donc tenu de se conformer obligatoirement :

- Plans de prévention et de sécurisation spécifiques de l'EFS Nouvelle Aquitaine
- Code du travail,
- D.T.U
- Règles de calcul : les calculs d'exécution seront constants, conformément aux règles en vigueur à la date de remise des offres :
- Documents publiés dans les annales de l'I.T.B.T.P.,
- Recommandations des bureaux de contrôle et des divers organismes agréés ou professionnels.
- Prescriptions techniques.
- Arrêté du 8 octobre 1987 relatif au contrôle périodique des installations d'aération et d'assainissement des locaux de travail,
- Normes AFNOR ou celles substituées par celles de la commission européenne,
- Agréments et avis du C.S.T.B,
- Eurocodes,
- Normes Françaises homologuées (NF),
 - NF P 03-001
 - NF C15-100
 - NF C 15-103
 - NF C13-100
- Recommandations de l'AFE (Agence Française de l'Eclairage)
- D T U 53 -1 Cahier des charges applicables aux travaux de revêtements sols textiles
- D T U 53 -2 Cahier des charges applicables aux travaux de revêtements de sols plastiques

- DTU 53.12 – Préparation du support et revêtements de sol souples
- DTU N° 26-2 Cahier des charges applicables aux chapes et dalles
- Prescriptions techniques du CSTB 1368, 1369, 1370 suivant le cas :
 - Utilisation des mortiers-colles
 - Les produits de ragréage
- RT 2012 rénovation
- Aux lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la démolition et l'utilisation de matériels spécifiques
- Aux lois, arrêtés et décrets en vigueur concernant la gestion des déchets et la protection de l'environnement (liste non exhaustive) : o Loi N° 75 633 du 15/07/1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- Décret du 19/08/1977 sur les déchets générateurs de nuisances, Arrêté du 04/01/1985 suivi des déchets,
- Loi N° 88 1261 du 30/12/1988 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- Circulaire du 28/12/1990 et arrêtés préfectoraux sur Etude déchets,
- Règlement sanitaire départemental,
- Aux C.C.T.G.
- Aux Cahiers des Charges des Compagnies Concessionnaires (Eau, E.D.F., Voiries, égouts, P & T, G.D.F.) etc.
- A la Charte « PERIDEL » de l'EFS
- Aux Bonnes Pratiques Transfusionnelles suivant l'article L.1222-12 du code de la santé publique,

Cette liste n'est pas exhaustive. Elle se veut être un résumé des principaux textes.

Les documents cités ci-avant sont réputés connus par les entreprises de tous les corps d'état et leurs dispositions tenues pour contractuelles dans la mesure où elles ne sont pas contradictoires aux stipulations contenues dans les documents d'ordre particulier. Inversement, toute fourniture ou prestation complémentaire découlant de l'observation des normes ou des règles susvisées, par rapport aux prévisions faites dans les descriptifs, ne pourra ouvrir droit à supplément.

1.2.3 Connaissance des lieux

L'entrepreneur prendra connaissance des lieux ; le fait de soumissionner en est considéré comme la confirmation. Par exemple, pour les difficultés d'approvisionnement, d'accès, de grutage, d'installation de chantier, ... Toutes anomalies entre l'état des existants et les travaux à exécuter devront être signalées au Maître d'Œuvre lors de la remise de la proposition de l'entreprise. L'entrepreneur ne pourra arguer après remise de son prix, en cours de travaux, aucune réserve et mauvaise connaissance des lieux et ne pourra pas justifier une quelconque plus-value.

1.2.4 Prix & prestations

L'entrepreneur inclura notamment dans son prix forfaitaire :

- L'ensemble des contraintes du site et des obligations / règles / dispositions à tenir - Cadre Général Prescriptions Communes, sans que celles-ci soient limitatives,
- Les fournitures en totalité, y compris celles des accessoires et des organes de fonctionnement et de sécurité,
- Les emballages,
- Le transport à pied d'œuvre,
- Les manutentions,
- Les montages,
- Les coltinages à tous niveaux,
- Les fixations,
- Les réglages,
- Les ajustages,
- Les dégraissages, etc.

Les prestations accessoires à ces ouvrages telles que :

- Les protections de leur ouvrage propre,
- Les protections des ouvrages réalisés par les autres corps d'état, lors de leur intervention
- Le nettoyage en cours et en fin de travaux, l'enlèvement de tous débris aux décharges publiques.

Dans le cas où des ouvrages décrits au présent devis diffèreraient du C.C.T.P. de par leur conception, l'entrepreneur se conformera toujours à l'esprit de ces documents quant à la qualité et à la mise en œuvre des matériaux.

1.2.5 Caractère forfaitaire du marché

Il est rappelé que les devis descriptifs, ont pour objet de développer et de préciser les indications des plans concernant les ouvrages que l'entrepreneur s'engage à réaliser à prix global et forfaitaire. L'énumération et la description des ouvrages telles qu'elles sont prévues dans le descriptif ne présentent aucun caractère limitatif et l'entrepreneur du présent lot devra le complet et entier achèvement de ses ouvrages, les fournitures et façons accessoires indispensables à cet achèvement et au parfait fonctionnement des installations projetées et traitées à forfait. Le devis quantitatif et estimatif de l'entrepreneur accompagnant la soumission générale, devra être conforme au devis quantitatif fourni à la consultation et en suivre rigoureusement son ordre de présentation par chapitre et article, ces articles devant être détaillés par prix unitaire d'ouvrage élémentaire.

1.2.6 Etudes d'exécution

L'entreprise établira tous dessins de détails et épures d'atelier de toutes les parties d'ouvrage à construire d'après le projet d'ensemble dressé par l'architecte. Ces plans d'atelier seront cotés et indiqueront l'ensemble des informations nécessaires et suffisantes à la bonne compréhension du dossier technique. Ils seront présentés au bureau de contrôle et au maître d'Œuvre et au CSPS le cas échéant pour avis, préalablement à toute exécution. Tous les plans d'exécution devront faire l'objet d'une approbation du Maître d'Œuvre avant le lancement des fabrications. Le droit est laissé au Maître d'Œuvre de refuser les ouvrages réalisés sans approbation de plans. La gamme de produit devra faire l'objet d'un avis technique favorable du CSTB. La référence, les caractéristiques mécaniques et de tenue au feu des matériaux devront être présentées au BC pour validation.

1.2.7 Exécutions

Dans les descriptifs par lots séparés, du présent C.C.T.P., l'entrepreneur est renseigné sur la nature des travaux à effectuer, sur leur nombre, leurs dimensions et leurs emplacements mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif et que les soumissionnaires devront exécuter comme étant compris dans leur prix, sans exception ni réserve, tous les travaux nécessaires et indispensables pour l'achèvement complet de leur lot. Dans le cas de contradictions entre les plans et les descriptifs, l'entrepreneur est tenu de les signaler au Maître d'Œuvre via la plateforme de dématérialisation PLACE avant remise de son offre, lequel lui communiquera ses décisions par écrit. Au cas où ces contradictions ne se révéleraient qu'après remise des soumissions, le Maître d'Œuvre pourra exiger la solution la plus onéreuse figurant soit aux plans, soit aux descriptifs. Cette clause sera appliquée par le calcul éventuel des travaux supplémentaires ou déductions, provenant de ces contradictions.

Avant toute exécution, chaque entrepreneur vérifiera toutes les cotes des dessins qui lui seront remis, ainsi que toutes les dispositions particulières aux plans pouvant influencer ses travaux (aplomb, décrochements, alignements et autres). Il provoquera en temps utile, la remise de tous renseignements complémentaires. Faute par lui de se conformer à ces prescriptions, il deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution ainsi que des conséquences en résultant. Les entrepreneurs ne pourront donc jamais arguer que des erreurs ou omissions aux plans et devis puissent les dispenser d'exécuter tous les travaux de leur corps d'état ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

De toute manière, le fait pour un entrepreneur d'exécuter, sans en rien changer, les prescriptions du présent devis descriptif, ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur. L'entrepreneur se conformera aux rectifications que le Maître d'Œuvre jugera utile d'apporter à ces dessins et calculs et en tiendra compte dans l'exécution qui devra respecter scrupuleusement les dessins approuvés.

1.2.8 Contrôle technique

Le projet est suivi par un Bureau de Contrôle Technique (BTC) :

SOCOTEC

Agence BORDEAUX

Domaine du Millénium

3 Impasse Henry le Chatelier

33692 MERIGNAC CEDEX

Représenté par : **Benjamin HUET**

Chargé d'Affaires Sécurité Incendie & Electricité

Tél : +33 (0)5 57 29 06 41 / +33 (0)6 24 80 38 96

L'entrepreneur prendra en compte les remarques et avis formulés par le BTC dans le rapport initial de contrôle technique (RICT).

1.2.9 Sécurité & protection de la Santé

L'entrepreneur, dans l'élaboration de sa proposition, tiendra compte des frais inhérents aux équipements d'intérêt commun et à la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité pour la protection de la santé conformément à la loi 93.14.18 du 31/12/93, du décret d'application 94.11.59 du 26/12.94 et de l'arrêté du 7/3/1995.

Le projet est suivi par un Coordinateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) :

BUREAU VERITAS

Agence PESSAC

Cœur Bersol - Bâtiment A

30 avenue Gustave Eiffel

33610 PESSAC

Représenté par : **Augustin BAS**

Coordonnateur SPS

Tél : +33 (0)6 07 72 91 07

L'entrepreneur prendra en compte les remarques et avis formulés par le CSPS dans les documents suivants : **14702254_1-821FX5J PGC Rev4 2024-10-07**.

Les travaux ont lieu au RDC mais le bâtiment accueille du personnel aux étages inférieurs et supérieurs durant toute la durée des travaux. L'accès aux cages d'escalier doit être maintenu durant toute la durée du chantier pour l'évacuation en cas d'incendie : les protections de chantier seront adaptées pour ne pas faire obstacle à la bonne évacuation des locaux.

De plus, afin de permettre le maintien de l'activité du site durant les travaux, les travaux n'impacteront pas plus d'une cage d'escalier à la fois conformément au phasage des travaux.

1.2.10 L'enlèvement des déchets de chantier et des gravais

Chaque lot est responsable de l'évacuation à la décharge publique et du tri des matériaux issus des démolitions, films, palettes et autres résidus de chantier. Aucune benne commune ne sera mise à disposition. Chaque lot est responsable de la mise à la benne de ses déchets de chantier avec obligation de nettoyage quotidien. En cas de non-participation aux opérations de débarrassage et de nettoyage quotidien, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de mettre en demeure les entreprises contrevenantes. Si à l'issue d'un délai de sept jours calendaires, les opérations de débarrassage et de nettoyage demeurent ineffectuées, le MOA fera appel à l'intervention d'une entreprise tierce. Les frais de débarrassage et de nettoyage seront directement déduits de la situation et du décompte final des entreprises contrevenantes.

1.2.10.1 Rédaction du plan de gestion des déchets :

L'entrepreneur établit avant intervention un plan de démolition comprenant :

- a) Plan des ouvrages démolis
- b) Définition des zones d'implantation des bennes avec classification

c) La classification des déchets de chantiers prenant en compte la catégorie des déchets selon la nomenclature des déchets (JO du 11 novembre 1997) et, si possible, les filières matériaux ;

Lors de l'examen des filières d'élimination, il faudra privilégier celles permettant une valorisation. Les débouchés devront être, dans la mesure du possible, locaux.

1.2.10.2 Mise en décharge des déchets et conditions d'élimination

Tous les articles définis ci-après comprennent de la prise en charge des locaux jusqu'au traitement final des déchets y compris l'affranchissement des droits de décharge éventuels. Tous les gravats des travaux de démolitions ci-après, seront triés, sortis de la construction, chargés sur camion et transportés dans une décharge agréée par le Maître d'ouvrage. L'entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires à la sauvegarde des ouvrages conservés.

1.2.10.3 Classification des déchets particuliers

1.2.10.3.1 Déchets amiantés et plombés

Le diagnostic amiante avant travaux a été réalisé par la société :

BUREAU VERITAS EXPLOITATION SAS

Agence PESSAC

BAT A - 30 avenue Gustave Eiffel

33600 PESSAC

(Voir dossier : 03_Divers/07. Amiante DAT)

L'entrepreneur prendra en compte les informations, remarques et prescriptions de mise en œuvre formulées dans les documents DAT

DIAG plomb : Non réalisé.

1.2.10.3.2 Gestion et destination finale des déchets (traçabilité)

Le tri et la collecte sélective demandés sur ce chantier sont organisés par l'entreprise en fonction de la nature des déchets et de leur catégorie. Un complément de tri est effectué pour certains déchets après leur dépose et stockage dans les bennes appropriées. Ainsi l'entrepreneur installe sur le chantier dans l'aire de stockage, le nombre de bennes nécessaires aux différentes familles de déchets et selon les débouchés de chaque matériau, suivant le schéma de principe ci-après.

1.2.10.3.3 Classification des déchets

- Actuellement, il existe trois classes de centre d'enfouissement technique :
 - Classe I pour les déchets spéciaux (amiante, goudrons, bois traités etc...)
 - Classe II pour les déchets ménagers et assimilés (en particulier déchets de chantier non triés)
 - Classe III pour les déchets inertes (produits naturels ou manufacturés : béton, céramique, terre cuite, verre ordinaire etc...)
- Selon les textes réglementaires, les déchets des bâtiments sont classés en 3 catégories distinctes :
 - Les Déchets Inertes (DI) : ce sont des déchets qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique durant leur stockage. Ce sont des produits naturels ou manufacturés. Les déchets inertes sont destinés soit au recyclage soit au stockage en centre d'enfouissement de classe III. Concernant la présente opération, ils sont dirigés vers un centre de stockage de classe 3.
 - Les Déchets Industriels Banals (DIB) : ce sont des déchets qui ne présentent pas de caractère dangereux ou toxiques et qui ne sont pas inertes. Ce sont soit des déchets mono-matériau (bois non traité, métaux, plâtre, bitume etc ...), soit des matériaux composites, des produits associés à du plâtre, les matériaux fibreux (sauf amiante), le verre traité, le plastique etc. Les DIB doivent être dirigés soit vers des circuits de réemploi, de recyclage, récupération, valorisation, soit vers des incinérateurs, soit en centre d'enfouissement de classe II. Afin de limiter le nombre de rotations, l'entreprise peut prévoir le broyage des DIB avant le remplissage des bennes.

- Les Déchets Industriels Spéciaux (DIS) : ce sont des déchets qui contiennent des substances toxiques et nécessitent des traitements spécifiques à leur élimination. Concernant l'amiante ciment, (amiante non friable), se référer au diagnostic amiante avant travaux.

1.2.10.4 Zone de regroupement des matériaux sur le site

L'entreprise doit créer sur le site une zone de regroupement pour l'ensemble des matériaux triés par nature. Cette zone sera balisée à l'aide de clôture de type « Héras ». Chaque zone sera identifiée à l'aide de panneaux : D.I.S, D.I.B., VERRE, FERREUX, ...L'entreprise propose à la Maîtrise d'œuvre un schéma d'organisation et d'installation en phase préparatoire de l'opération. Une zone est réservée au démontage au sol des matériaux issus de la déconstruction (poignées des portes, accessoires divers métalliques, vitres...). L'organisation de la collecte et de l'évacuation des déchets de chantier est un point singulier et particulier que les entreprises devront mettre en œuvre en totale coordination avec la Maîtrise d'ouvrage et les personnels responsables du chantier de l'Etablissement Français du Sang : approvisionnement, évacuation, entreposage,

BENNES	BOIS	PLASTIQUES ET AUTRES	METAUX	VERRE	CLOISONS PLATRE - BRIQUES	INERTES
Listes de déchets issus de la déconstruction sélective	Charpente bois, mains courantes, fenêtres, blocs-portes, liège, étanchéité, encadrements bois, plinthes bois	Sols caoutchouc, linoléum, moquette, dalles TP, plomberie PVC, fibralite sous-sol, laine minérales, polystyrène, éléments électricité PVC	Canalisations plomb, canalisations cuivre, couverture, gouttières, descentes EP en zinc	Verre	Plâtre, briques + plâtre, placo	Gravats, béton, carrelage, céramique, graviers
Destination	Usine d'incinération	Centre d'Enfouissement Technique de classe II		Centre d'Enfouissement Technique de classe III	Centre d'Enfouissement Technique de classe II	Granulats pour revente avec extraction des métaux

Schéma d'organisation préconisée de la gestion des déchets

1.2.11 Dommages divers

Les dommages de toutes natures causés par l'entreprise au personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution sont à la charge du titulaire.

Les coûts de réparation des dommages matériels seront retenus sur situations ou décomptes mensuels, dès leur constatation et leur évaluation. En complément, le maître d'ouvrage se réserve le droit, dans tous les cas, de demander réparation du préjudice corporel, matériel ou immatériel des dommages qu'il aura subis à l'encontre du titulaire du marché, ou à défaut à ses ayants droits.

1.2.12 Démarches administratives

Dès réception de l'ordre de service, l'entreprise effectuera toutes les démarches administratives nécessaires, en particulier celles relatives à l'emprise du chantier en domaine public. Dans ce cadre, il se conformera aux règles en vigueur. Au titre de l'article R.421-5c du code de l'urbanisme, les travaux sont dispensés de toutes formalités administratives au titre du présent code.

1.2.13 Dossier des ouvrages Exécutés

La fourniture du DOE en nombre d'exemplaires spécifié au CCAP, (tirages papier et reproductible + un jeu de CD format DWG compatible AUTOCAD Version 2023 et en version PDF pour les documents autres que les plans) par l'entreprise, conditionne les réceptions (même partielles) des installations.

L'entreprise doit remettre son Dossier des Ouvrages Exécutés au minimum 3 semaines avant la date prévue des Opérations Préalables à la Réception (O.P.R.).

Le dossier mis à jour et validé par la Maîtrise d'œuvre et le Bureau de contrôle doit être remis dans un délai de 1 mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux.

1.2.14 Prescriptions techniques particulières

1.2.14.1 Réception des supports

Préalablement au démarrage des travaux, l'entrepreneur procède à la réception des éléments qui serviront de support à la mise en œuvre de ses ouvrages. Afin d'éviter ultérieurement les contestations, l'entrepreneur du présent lot réceptionne les supports en présence des autres entreprises et du maître d'œuvre. Faute d'avoir procédé à cette réception, l'entreprise sera tenue pour responsable de toutes les imperfections qui pourront être relevées après l'exécution des revêtements.

Le support doit être plan, propre, exempt de débris et de résidus. Il ne doit présenter aucune marque (feutre, marqueur, stylo bille, etc.) susceptible d'entraîner une coloration. Il doit être sain, sec, uniforme, solide et lisse. Le niveau d'absorption doit être contrôlé et le support ne doit pas être exposé à l'humidité. La préparation/siccité du support et les procédures d'installation doivent respecter les normes applicables.

La siccité d'un support uniforme doit être inférieure au niveau d'humidité maximal autorisé, lorsqu'il est testé conformément à la norme applicable.

1.2.14.2 Provenance et qualité des matériaux

Les produits employés doivent être d'une marque réputée et soumis à l'agrément du Maître d'œuvre avant toute mise en œuvre.

Aucun dé-nuancement sur une même surface ne sera toléré. L'Entrepreneur doit donc prévoir à cette fin une livraison par lot adaptée afin de ne pas avoir à recouvrir une surface avec des produits provenant de deux lots différents.

Les colles devront être parfaitement adaptées aux supports et aux revêtements de finition. Elles devront contenir au minimum 5% de solvant dans tous types de pièces, afin de lutter contre l'humidité.

L'Entrepreneur réalise la préparation et de l'application, conformément aux spécifications imposées dans la documentation du fournisseur et contenues dans l'Avis Technique du C.S.T.B.

1.2.15 Conditions d'exécution des travaux de mise en place des bâtiments

1.2.15.1 Salissures des voies extérieures

Les salissures des voies extérieures et des voies intérieures au site par les engins et camions sont éliminées en tout premier lieu par des dispositions appropriées prises sur le chantier.

Ces dispositions sont soumises à l'agrément du Maître d'Œuvre. Celles-ci pourront être imposées à l'Entrepreneur défaillant par le Maître d'Œuvre sans que celui-ci puisse demander une quelconque plus-value.

1.2.15.2 Exploitation du site

Les travaux sont réalisés dans un site en exploitation. La priorité sera donc donnée impérativement aux exploitants.

1.2.15.3 Tracé d'implantation

L'entreprise a à sa charge et sous sa seule responsabilité, le respect de l'implantation de ses ouvrages d'après les plans et instructions du Maître d'œuvre.

1.2.15.4 Protection des ouvrages

L'Entrepreneur est tenu de protéger ses ouvrages conformément aux règles de l'art.

1.2.15.5 Nettoyage des ouvrages

Après exécution de ses travaux, l'Entrepreneur doit le nettoyage de ses ouvrages ainsi que l'enlèvement de toutes les projections provenant de ceux-ci.

L'Entrepreneur est tenu, en propre, de ramasser et manutentionner jusqu'à un emplacement extérieur ses propres gravais et cela au fur et à mesure de leur production.

1.2.15.6 Remise en état des lieux

La remise en état des lieux à l'intérieur de l'emprise des travaux est à la charge de l'Entrepreneur du présent corps d'état (espaces verts, voiries, etc.) en fonction du constat des lieux dressé en début de chantier. Il prendra également en charge les dégâts qu'il aura éventuellement causés à l'extérieur de cette emprise.

2. AUTORISATION ADMINISTRATIVE

(Voir dossier : 03_Divers/00. Autorisation administrative)

Les travaux ont fait l'objet d'une Déclaration Préalable (DP) n° DP 063 24 Z1314. Un arrêté de non-opposition avec prescriptions a été délivré par la préfecture de la Gironde en date du 07 juin 2024.

3. LISTE DES DOCUMENTS

Les pièces écrites, les pièces graphiques et les pièces annexes sont récapitulées dans le tableau voir **605_DCE_LST** :

4. LIMITE DE PRESTATIONS

4.1 TRAVAUX NON COMPRIS AU PRESENT LOT

- Le désamiantage des locaux sera réalisé par une entreprise spécialisée en amont de l'intervention du présent lot. Les sols existants seront déposés par le lot désamiantage puis le lot gros œuvre assurera le curage et la reprise des supports.
- Voir Liste des interfaces

4.2 TRAVAUX COMPRIS AU PRESENT LOT

- Voir Liste des interfaces

5. ETENDUE DES TRAVAUX

Les travaux à réaliser par l'entreprise dans le cadre de son marché sont essentiellement les suivants :

- Ragréege
- Revêtement de sol souple
- Nettoyage

5.1 REVETEMENT DE SOL

5.1.1 Sols des locaux administratifs avec cloisons modulaires

Nota : Le lot 05 Cloisons pose les cloisons modulaires sur le sol fini nettoyé et propre.

5.1.1.1 Ragréege P3

Fourniture et mise en œuvre d'un ragréege de type P3 fibré sur supports anciens, dépoussiérage des supports, rebouchage des trous par application d'un primaire bouche-pore, primaire d'adhérence adapté au support, ragréege composé de ciment, résines re-dispersables, sables siliceux, fibres minérales et adjuvants spécifiques, y compris toutes sujétions de réalisation suivant prescriptions du fabricant, épaisseur de 3 à 5mm.

Localisation : RC01, R116, R117, R118, R119, R120 et R121.

Type de métré : m²

5.1.1.2 Revêtement PVC acoustique



Fourniture et pose de sol PVC type TARALAY IMPRESSION ACOUSTIC 43 ou similaire, isophonique multicouche, armaturé, isolation acoustique au bruit de choc de 19 dB sur sous-couche mousse en rouleau de 2 m de large mini, décor standard au choix, pose collée sur dallage, soudure à chaud des joints y compris tous travaux de préparation, de ragréege, de rattrapage et de coupe, et toutes sujétions.

Classement UPEC U4P3E2/3C2. Teinte FINESSE BROWN.

Localisation : RC01, R116, R117, R118, R119, R120 et R121.

Type de métré : m²

5.1.1.3 Plinthes



Fourniture et mise en œuvre de plinthes semi-rigide en vinyle avec lèvre d'étanchéité coextrudée pour la finition entre un revêtement de mur et un revêtement de sol, hauteur 80 mm y compris dégraissage, découpe à la cisaille à onglet, collage compatible et toutes sujétions.

Classement UPEC U3P3E2/3C2. Teinte BLANC.

Localisation : RC01, R116, R117, R118, R119, R120 et R121.

Type de métré : au ml

5.1.2 Sols des locaux administratifs entre cloisons

5.1.2.1 Ragréage P3

Fourniture et mise en œuvre d'un ragréage de type P3 fibré sur supports anciens, dépoussiérage des supports, rebouchage des trous par application d'un primaire bouche-pore, primaire d'adhérence adapté au support, ragréage composé de ciment, résines re-dispersables, sables siliceux, fibres minérales et adjuvants spécifiques, y compris toutes sujétions de réalisation, épaisseur de 3 à 5mm.

Localisation : RC02, RC03, RC05, RC09, RE05, RE07, RE09, R002, R040, R112, R113, R115, R123, R125 et R126.

Type de métré : m²

5.1.2.2 Revêtement PVC acoustique



Fourniture et pose de sol PVC type TARALAY IMPRESSION ACOUSTIC 43 ou similaire, isophonique multicouche, armaturé, isolation acoustique au bruit de choc de 19 dB sur sous-couche mousse en rouleau de 2 m de large mini, décor standard au choix, pose collée sur dallage, soudure à chaud des joints y compris tous travaux de préparation, de ragréage, de rattrapage et de coupe, classement UPEC U4P3E2/3C2. Teinte FINESSE BROWN et KUBES CARMINE.

Localisation : RC02, RC03, RC05, RC09, RE05, RE07, RE09, R002, R040, R112, R113, R115, R123, R125 et R126.

Type de métré : m²

5.1.2.3 Plinthes



Fourniture et mise en œuvre de plinthes semi-rigide en vinyle avec lèvre d'étanchéité coextrudée pour la finition entre un revêtement de mur et un revêtement de sol, hauteur 80 mm y compris dégraissage, découpe à la cisaille à onglet, collage compatible et toutes sujétions.

Classement UPEC U3P3E2/3C2. Teinte BLANC.

Localisation : RC02, RC03, RC05, RC09, RE05, RE07, RE09, R002, R040, R112, R113, R115, R123, R125 et R126.

Type de métré : au ml

5.1.3 Sols des locaux techniques entre cloisons

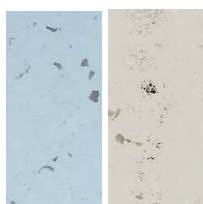
5.1.3.1 Ragréage P4

Fourniture et mise en œuvre d'un ragréage de type P4 fibré sur supports anciens, dépoussiérage des supports, rebouchage des trous par application d'un primaire bouche-pore, primaire d'adhérence adapté au support, ragréage composé de ciment, résines re-dispersables, sables siliceux, fibres minérales et adjuvants spécifiques, y compris toutes sujétions de réalisation suivant prescriptions du fabricant, épaisseur de 3 à 5mm.

Localisation : R100, R101, R102, R103, R104, R105, R106, R107, R108, R109, R110, R112, R114 et R124.

Type de métré : m²

5.1.3.2 Revêtement PVC homogène



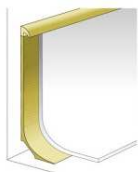
Fourniture et pose de sol PVC type MIPOLAM BIOCONTROL Clean ou similaire de type homogène monocouche, coloré dans la masse, en rouleau, pose collée sur dallage, soudure à chaud des joints y compris tous travaux de préparation, de ragréage, de rattrapage et de coupe, classement UPEC U4P3E2/3C2.

Teinte MOQUI et MOON STONE.

Localisation : R100, R101, R102, R103, R104, R105, R106, R107, R108, R109, R110, R112, R114 et R124.

Type de métré : m²

5.1.3.3 Remontée en plinthes



Fourniture et mise en œuvre de remontées en plinthes complète flexible de 10 cm de hauteur, largeur du pied 25 mm contre les cloisons conformes à la position précédente y compris profil de finition et soudure des coins, découpe à la cisaille à onglet, collage compatible avec les profils en PVC, classement U4P3E2/3C.

Localisation : R100, R101, R102, R103, R104, R105, R106, R107, R108, R109, R110, R112, R114 et R124.

Type de métré : au ml

5.1.4 Profilés de finition

Fourniture et pose de profilés de finition entre sols de nature différente de type seuils de 40mm alu anodisé, avec fixation par vis. Conforme à l'accessibilité pour personnes à mobilité réduite. Fourniture et mise en place de profilés de jonction entre revêtements de différentes natures, de type SCHLUTER modèle Rampe ou équivalent. Profilé spécial de transition progressive par rampe entre des revêtements de sol de hauteurs différentes. Les arêtes des revêtements adjacents sont également protégées.

Le type de profilés sera adapté en fonction des conditions d'exploitation : trafic, entretien, ... dans la gamme du fabricant.

Localisation : tous les locaux

Type de métré : au ml

5.1.5 Raccord à l'existant

L'entreprise est chargée des ajustements avec les revêtements de sols existants, de la réalisation de mises à niveau, de soudures à chaud des joints, de la fourniture et pose de barres de seuil et de toutes sujétions au traitement de la jonction des ouvrages neufs avec l'existant, suivant les observations faites lors de la visite préalable.

Localisation : RC01, RC02, RC03, RC05, RC09, RE05, RE07, RE09, R002 et R100.

Type de métré : ensemble

5.1.6 Découpes particulières

L'entreprise est chargée de la réalisation des coupes de différents diamètres pour le passage des fluides :

- $0 < \varnothing < 100$ mm
- $100 < \varnothing < 150$ mm
- $150 < \varnothing < 300$ mm

Localisation : toutes les surfaces

Type de métré : ensemble

5.2 PROTECTION DES SOLS

Mise en œuvre d'une protection jusqu'au nettoyage final de fin de chantier, vérification hebdomadaire des protections dépose intervenant avant la réception des travaux, scotchs, enduits de collage et toutes sujétions..

Localisation : toutes les surfaces

Type de métré : forfait